

Canicule et surmortalité en volailles : l'urgence n'est pas seulement de gérer la crise, mais de changer enfin de cap

Communiqué de la Confédération paysanne



Canicule et surmortalité en volailles : l'urgence n'est pas seulement de gérer la crise, mais de changer enfin de cap

"Nous apportons tout notre soutien et notre solidarité à l'ensemble des paysan·nes frappé·es par cette nouvelle canicule. Alors que le ministère de l'Agriculture se contente de publier un communiqué rappelant quelques conseils aux détenteurs d'animaux, il évite soigneusement de remettre en cause les politiques qu'il mène depuis des années. Un ton infantilisant qui ne répond en rien aux enjeux !

Après dix ans de macronisme, les impacts du changement climatique sont, chaque été, plus palpables. À la Confédération paysanne, nous refusons la fatalité. Depuis près de quarante ans, nous démontrons qu'un élevage paysan, avec des bâtiments de taille limitée, des parcours arborés et des fermes autonomes, est plus robuste. Cela ne nous met pas à l'abri de tous les impacts, mais ses pratiques ne sont pas suffisamment soutenues !

Pendant ce temps, le gouvernement continue d'encourager les modèles les plus vulnérables aux aléas climatiques, très dépendants de la pétrochimie qui accélèrent le réchauffement climatique. Il continue à signer des accords de libre-échange et à prôner la compétitivité pour alimenter le marché mondial et les flux de marchandises qui, on le sait, sont le plus gros émetteur de GES.

Son projet de loi d'urgence agricole facilite encore l'installation de poulaillers géants, aujourd'hui parmi les plus durement touchés par les épisodes de fortes chaleurs. Les surmortalités constatées entraînent des difficultés majeures d'équarrissage, obligeant à prendre des mesures d'urgence comme l'enfouissement des volailles. Cela rappelle tristement les crises d'influenza aviaire. Sauf qu'en pleine période estivale, les fortes chaleurs accélèrent la décomposition des cadavres, saturant les capacités d'équarrissage et aggravent encore la gestion de la crise.

Ce ne sont pas les éleveur·euses qui sont en cause. Ce sont des politiques publiques qui les ont enfermés dans une logique d'agrandissement et de concentration, au lieu d'accompagner la transition vers des systèmes plus robustes et encourager l'installation.

Pour le gouvernement, s'adapter au changement climatique, c'est d'abord, par exemple, subventionner, via la PAC, l'implantation de lavande jusqu'en Beauce entraînant une surproduction conduisant, quelques années plus tard, à aider l'arrachage dans les territoires historiquement producteurs comme le plateau de Valensole. Comble de l'incohérence, et cette crise le révèle, c'est sur ce même plateau, qu'apparaissent des projets de poulaillers géants "plein air" sur des parcours où les arbres ont disparu !

Le gouvernement fait le choix assumé de satisfaire aux exigences de la compétitivité, des lobbies, des responsables de la FNSEA, des choix qui actent la disparition des paysan·nes. Nous affirmons qu'il n'y aura pas de transition sans paysan·nes nombreux·euses dans les campagnes. Les paysan·nes ne peuvent plus se satisfaire de mesures d'urgence. Nous avons besoin d'un véritable cap pour accompagner le changement de modèle car les paysan·nes restent les premières victimes d'un système productiviste qui fonce droit dans le mur."